



REMERCIEMENTS

L'action du CISO a été appuyée par plusieurs organisations membres, collaboratrices et collaborateurs ainsi que par plusieurs militantes et militants. Le conseil d'administration et la coordonnatrice les remercient vivement pour leur engagement et leur soutien constant tout au long de l'année.

Nous remercions également la Direction de la Francophonie et de la Solidarité internationale du ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour sa contribution financière indispensable à la réalisation de notre mission éducative ainsi qu'à la poursuite de nos actions de solidarité en Haïti.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITÉ EXÉCUTIF :

Luc Allaire, CSQ, vice-président
Denise Gagnon, FTQ, présidente
Johanne Gagnon, SFPQ, vice-présidente (le SFPQ s'est retiré du groupe A en avril 2016)
Nathalie Guay, CSN, secrétaire
Line Larocque, FIQ, trésorière

ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS :

Daniel Arcand, SFPQ
Karine Crépeau, FIQ
Jean Lacharité, CSN
Daniel B. Lafrenière, CSQ
Atim León, FTQ

Suzanne Audette, CCMM-CSN
Charles-David Brulotte, FPSS-CSQ
Carolle Dubé, APTS
Micheline Jourdain, AREQ-CSQ
Sylvain Lapointe, STTP-FTQ
Marie-Andrée L'Heureux, Unifor Québec-FTQ
Daniel Mallette, Syndicat des Métallos-FTQ
Jean Murdock, FNEEQ-CSN
Maxime Sabourin, CRMM-FTQ, TUAC 501
Nicole DeSève, membre individuelle

MOT DE LA PRÉSIDENTE

UNE ANNÉE BIEN REMPLIE MALGRÉ DES RESSOURCES LIMITÉES!



L'année écoulée a été caractérisée par des changements politiques majeurs. Le nouveau cadre de développement

international des Nations Unies 2015-2030 et les Accords de Paris sur le climat permettront de questionner les choix de nos gouvernements en faveur de la mise en place de normes internationales renforcées. De plus, un nouveau gouvernement a pris place à Ottawa ce qui a ouvert des possibilités de dialogue, devenu impossible sous le gouvernement conservateur précédent. La problématique du niveau et de l'orientation de l'aide canadienne sera au cœur de l'actuelle consultation de la ministre du Développement international et de la Francophonie, Marie-Claude Bibeau. Le Canada souhaite ainsi repenser les politiques et les programmes du Canada en matière d'aide internationale afin de mieux relever les défis que pose le contexte mondial.

Au Québec, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et les organisations syndicales explorent l'idée de mettre sur pied un fonds dédié au soutien d'activités génératrices de revenu avec les institutions partenaires au Sud. Le projet de Fonds d'investissement solidaire international du Québec (FISIQ) a été adopté à l'Assemblée générale de l'AQOCI en 2015 et est à l'étape des études de faisabilité et des consultations pour son financement.

Le CISO a connu un changement à la permanence et à la coordination. Michèle Asselin ayant accepté la direction de l'AQOCI en début d'année, le Conseil d'administration a recruté Amélie Nguyen qui était analyste politique au sein de l'AQOCI. Cela a permis de faire un meilleur suivi de nos dossiers avec Michèle et de renforcer nos alliances au sein du réseau de l'AQOCI pour mieux faire connaître nos préoccupations en matière de travail.

Encore cette année, le CISO a bénéficié des compétences et des contributions incroyables de ses contractuels, de ses stagiaires et de ses bénévoles pour appuyer sa mission. Ceci nous a permis de réaliser non seulement notre plan d'action 2015-2016, mais aussi une multitude d'activités en relation avec notre mission. Permettez-moi de remercier chaleureusement toutes ces personnes pour cet apport essentiel. Un grand merci aux militantes bénévoles Nicole De Sève, pour son appui technique au comité d'éducation du CISO; et Marie Paradis, pour sa

précieuse contribution aux projets de solidarité internationales et à l'organisation du stage en Palestine!

Les axes du plan d'action : mission accomplie !

Vous le constaterez dans le rapport qui suit, les activités d'éducation du public ont été nombreuses. Des fiches d'animation sur le thème de la précarité ont été produites et présentées dans plusieurs milieux.

Le programme de coopération avec nos partenaires d'Haïti et du Burkina Faso s'est poursuivi avec succès malgré les conjonctures difficiles dans ces pays. Un projet pour le développement de l'économie informelle au Burkina Faso a été déposé au ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec suite à la mission d'évaluation du CISO en mars dernier.

Le stage annuel du CISO s'est déroulé avec succès cette année en territoire palestinien. Il a permis de mettre à jour nos liens de solidarité avec les organisations syndicales et communautaires qui luttent pour la reconnaissance des droits humains les plus élémentaires. Les membres de la délégation ont pu témoigner à plusieurs niveaux de leur expérience vécue en Palestine au cours de l'année.

Sur le plan de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), le CISO a appuyé des campagnes dénonçant les conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales du textile. Le CISO a aussi participé à des activités de sensibilisation face au sort des travailleuses et travailleurs migrants étrangers temporaires avec le Front de défense des non syndiqués (FDNS) au Québec, qui a interpellé de nouveau le gouvernement canadien au sujet de la discrimination éhontée que vivent ces personnes chez nous.

Enfin, nous avons fait valoir l'importance de la solidarité internationale des organisations ouvrières et j'ai notamment publié un article sur le rôle spécifique de l'action syndicale internationale en insistant sur l'importance d'un changement de paradigme dans ce domaine de la coopération. La solidarité doit reposer sur le principe du développement inclusif et non sur des besoins strictement humanitaires et ponctuels, ce qui n'est pas toujours structurant pour les populations touchées¹.

Les événements spéciaux et les alliances

Le CISO a souligné son 40e anniversaire avec plusieurs anciens membres qui ont relaté le chemin parcouru depuis la Conférence internationale de 1975. À cette occasion, une vidéo avec Clotilde Bertrand, militante de la première heure, a été produite.² Cette soirée a permis de raviver la flamme du militantisme au CISO avec de nouveaux membres. Fidèle à sa tradition d'échanges, le CISO a reçu plusieurs délégations de syndicalistes et

¹ http://quebec.huffingtonpost.ca/un-seul-monde/pauvrete-exclusion-austerite-syndicalisme-developpement-international_b_9540818.html

² <http://www.ciso.qc.ca/clotilde-bertrand-militante-exemplaire/>

militants étrangers : du Maroc, du Bangladesh, du Venezuela, de République démocratique du Congo.

Le CISO a participé à la consultation sur les Accords commerciaux entre le Canada et la Colombie ainsi que celle sur le Partenariat transpacifique qui menace non seulement les pays adhérant à cet accord mais également les pays périphériques. L'année a été riche en alliances pour appuyer des campagnes de solidarité contre les agressions commises envers les défenseurs des droits humains, comme Berta Caceres, coordonnatrice générale et cofondatrice du Conseil national des organisations populaires et autochtones du Honduras, dont l'assassinat nous a profondément choqués.

Lors de la Journée mondiale du travail décent, nous nous sommes joints au FDNS pour appuyer la campagne pour un salaire décent à au moins 15\$ de l'heure. Le CISO s'est aussi impliqué avec la Concertation pour Haïti (CPH) pour le lancement d'une recherche et d'un plaidoyer concernant le développement minier en Haïti qui menace l'environnement. De plus, afin d'encourager les convergences contre les inégalités et la précarité d'emploi, le CISO s'implique activement dans les espaces « Solidarité internationale », « Entreprises extractives, libre-échange et pouvoir corporatif », ainsi que dans l'espace syndical en vue de l'organisation du prochain Forum Social Mondial, à Montréal en août 2016.

La vie associative et l'administration

Le CISO a toujours comme défi de dynamiser sa vie associative et son renouvellement. Au cours de la dernière année, plusieurs membres du CISO ont pris leur retraite. Nous les remercions pour leur apport à l'organisation. Aussi, deux militants importants du CISO sont décédés : André Marcoux (CSQ) et Richard McLaughlin (SCFP-FTQ). Nous avons acheminé nos condoléances à leurs proches.

L'administration du CISO a été grandement facilitée par notre nouvelle coordonnatrice que je désire personnellement remercier pour sa patience. Remercions aussi notre aide à la comptabilité, Mme Jeannette Thiffault et notre vérificatrice, Mme Jocelyne Loiselle, pour leur travail minutieux et rigoureux.

Notre année se termine en beauté avec une consultation sur l'avenir du CISO amorcée par les membres du Conseil d'administration, qu'il convient de remercier pour leur précieuse contribution. Nos activités d'éducation ont été accompagnées d'informations sur l'adhésion au CISO. Nous vous encourageons fortement à en faire la promotion. Notre solidarité intersyndicale internationale est unique au monde et permet de mettre en commun nos ressources et nos talents. Nous devons en être fiers!

Denise Gagnon, FTQ

ÉDUCATION

Depuis sa fondation en 1975, la mission du CISO, soit de « développer la solidarité internationale en renforçant les liens entre les travailleuses et travailleurs d'ici et du Sud en lutte pour le respect de leurs droits, pour de meilleures conditions de travail et pour l'instauration d'une société plus juste et démocratique », se concrétise à travers son projet éducatif. L'éducation à la solidarité internationale est demeurée au cœur de l'action du CISO en 2015-2016.

STAGE INTERSYNDICAL EN PALESTINE

Depuis sa fondation en 1975, le CISO a réalisé plus d'une cinquantaine de stages dans plus d'une dizaine de pays qui, au fil des ans, sont devenus des activités emblématiques. Des centaines de stagiaires ont vécu une expérience unique de solidarité, élargissant leurs horizons personnels. Un grand nombre de stagiaires ont soutenu, tout au long de leur parcours syndical, un intérêt militant pour la solidarité internationale.

Les stages permettent de former une relève syndicale consciente des enjeux de la mondialisation tout en développant chez elle des réflexes de solidarité internationale. Ils se déroulent en complémentarité d'alliances et de projets menés à long terme par le CISO et ses partenaires à l'étranger.

Lors de l'assemblée générale annuelle de 2014, les membres ont approuvé la proposition d'un stage en Palestine, afin de rappeler les liens de solidarité avec le peuple palestinien qui ont marqué notre fondation, soulignant ainsi les 40 ans du CISO.



Les objectifs :

- Sensibiliser à la situation du peuple palestinien, plus particulièrement à celle des travailleuses et des travailleurs.
- Appuyer les luttes du mouvement ouvrier et du mouvement de défense des droits humains palestiniens
- Développer et renforcer des liens de solidarité active entre les organisations québécoises et palestiniennes.

Malgré les défis liés à l'organisation d'un tel stage dans le contexte palestinien, il a été réalisé avec succès en septembre 2015. Huit stagiaires représentant 4 grandes organisations syndicales membres du CISO se sont déplacé.e.s : Lucie Dumoulin, CSQ; Catherine Babin CSQ; Nathalie Guay, CSN; Michel Morency, CSN; Denise Gagnon STTP-FTQ; Julie Daignault, FIQ; Marie-Ève Godbout, AFPC-FTQ; Amélie Nguyen, CISO.

FORMATION PRÉDÉPART

Une séance de formation de deux jours a eu lieu Montréal en août afin de bien préparer les stagiaires aux complexes réalités de la Palestine sur le plan historique, social et politique, et pour ouvrir la réflexion sur les solidarités à bâtir, ici et avec les groupes palestiniens. Michaël Séguin, du Centre justice et foi; Samia Botmeh, de l'*Institute of Women Studies* de l'Université Birzeit; Bruce Katz, de Palestiniens et Juifs Unis; Lorraine Guay, du Comité BDS Québec; Sylvain Mallette, du Bateau pour Gaza; et Fabienne Presentey, de Voix juives indépendantes, sont intervenus dans ce cadre. Leila Faraj a également agi à titre de personne-ressource.

VISITES

De nombreuses organisations syndicales et de droits humains ont été rencontrées au cours d'un stage au programme bien fourni :

- **Confédération syndicale internationale (CSI)** – bureau régional d'Amman)
- **PGFTU (Fédération générale des syndicats de Palestine)**, principale centrale syndicale palestinienne, qui regroupe environ 290 000 travailleurs et travailleuses
- **Democracy and Workers Rights Center (DWRC)**, ONG de défense des droits des travailleurs et travailleuses dont la contribution a été majeure dans l'établissement de la Federation of Independent Trade Unions
- **Federation of Independent Trade Unions**, centrale indépendante qui regroupe plus de 50 000 travailleurs et travailleuses
- **Palestine New Federation of Trade Unions (New Unions)**, une nouvelle centrale indépendante regroupant environ 10 000 travailleuses et travailleurs

- **Workers Advice Center (WAC-Ma'an)**, une organisation syndicale israélienne indépendante qui lutte contre la discrimination envers les travailleurs palestiniens et milite contre l'occupation
- **Al-Haq**, plus importante et plus ancienne (1979) des organisations de défense des droits humains en Cisjordanie
- **Israeli Committee Against House Demolitions (ICAHD)**, organisation de droits humains qui lutte pour les droits des Palestiniens et pour mettre un terme à l'occupation
- **Alternative Information Center (Beit Sa-hour)**, organisation regroupant des militant.e.s palestiniens et israéliens et qui promeut la justice, l'égalité et la paix pour les Palestiniens et les Israéliens
- **National Boycott, Divestment and Sanctions (BDS) Committee** – section syndicale
- **Université Birzeit, Institute of Women Studies**, centre d'étude sur les relations de genre.
- **Université Birzeit, Public Health Institute**
- **Teachers Creativity Center**
- **Al-Rowwad Cultural & Theater society**
- **Bil'in Popular Committee against the Wall**
- **Palestinian Postal Services Workers Union (PPSWU)**

Le stage a été l'occasion d'en apprendre davantage sur la réalité et sur les conséquences de l'occupation de la Palestine par Israël et sur les violations des droits humains des Palestiniennes et Palestiniens. Des liens de solidarité ont été tissés dans le milieu syndical et auprès des organisations de la société civile palestiniennes et israéliennes qui résistent contre la discrimination et l'occupation.

Cette année, des efforts importants ont été impartis afin de diffuser le plus largement possible les informations recueillies lors du stage et pour faire connaître les observations des stagiaires dans leur milieu. Des présentations publiques ont été organisées dans les milieux syndicaux, universitaires et militants, dont une soirée où les stagiaires ont témoigné au retour sur leurs observations. Des contacts avec les médias ont permis la publication d'une quinzaine d'articles dans les médias régionaux ou nationaux ou dans des publications syndicales. Ces articles ont permis de rejoindre plus de 500 000 personnes lectrices potentielles à travers le Québec. Le conseil d'administration du CISO a aussi adopté une résolution pour la poursuite des actions de solidarité internationale avec le peuple palestinien dans les années à venir. Le CISO a également appuyé une réaction rapide des organisations lors de l'adoption de la motion anti-BDS, qui brimait la liberté d'expression au Canada. Une conférence de presse a rapidement été organisée avec les groupes solidaires du peuple palestinien, syndicaux ou de défense des droits.

LA PRÉCARISATION DU TRAVAIL N'EST PAS UNE FATALITÉ

Avec l'appui du Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale (FEEPSI) du MRIF, le Comité éducation a poursuivi son travail d'éducation sur le thème *La précarisation du travail n'est pas une fatalité : de la sensibilisation à l'action pour un travail décent*.

Les objectifs :

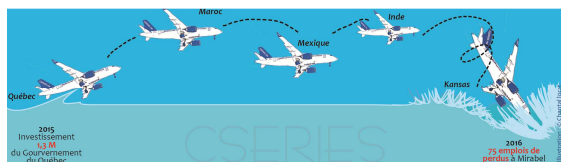
- Contribuer à la compréhension de la réalité de la précarisation du travail, au Nord comme au Sud mondialisés.
- Doter le mouvement syndical québécois d'outils d'éducation populaire simples et adaptés.
- Encourager la participation à des actions de solidarité internationale pour la défense du droit à un travail décent.

Les principales activités en lien avec cette formation sont les suivantes :

- Production et diffusion de courtes fiches informatives.
- Diffusion des fiches sur les sites web du CISO et des syndicats partenaires.
- Élaboration d'outils d'animation d'activités d'éducation populaire simples et adaptables.
- Animation d'activités de sensibilisation.

Une seconde fiche expliquant les causes de la précarisation ici et à l'international a été élaborée, une troisième fiche sur « L'Agir » contre la précarisation est en cours de production.

La reconduction du financement du FEEPSI pour 2016-2017 a permis d'entamer le processus de production de capsules audio qui ancreront le contenu des fiches dans la réalité vécue des travailleuses et travailleurs, afin de les sensibiliser à l'interdépendance des conditions de travail ici et à l'international. Ces capsules seront diffusées dans les stations de radio d'au moins deux régions du Québec.



FORUM SOCIAL MONDIAL : MONTRÉAL 2016

Le CISO participe activement à l'organisation d'assemblées de convergence et d'ateliers en vue du

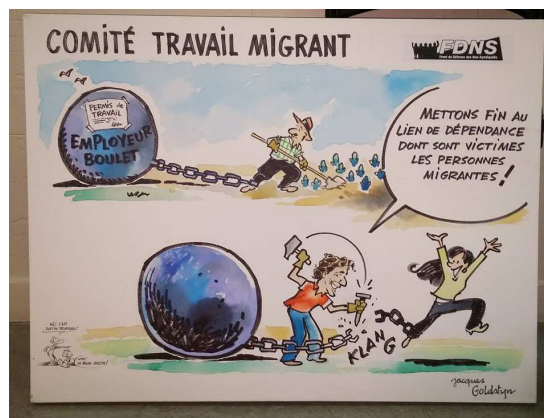
Forum social mondial de 2016 qui se tiendra à Montréal, du 9 au 14 août. Le CISO est particulièrement impliqué au sein du comité « Lutte contre l'extractivisme, le pouvoir corporatif et le libre-échange » avec plusieurs de ses partenaires, afin d'arriver à des pistes d'action concrètes pour s'opposer aux dynamiques économiques mondiales qui engendrent un accroissement des inégalités et une précarisation croissante, pour la défense du travail décent.

Ce comité travaille à organiser une grande conférence, une assemblée de convergence, des ateliers, un coup d'éclat et des activités artistiques, en vue de susciter des convergences dans les luttes autour de ces trois thèmes, utilisant le FSM comme catalyseur de la mobilisation. Un plan d'action partagé à l'international sera élaboré pour les mois à venir. Le CISO est de plus impliqué dans les comités autogérés « Solidarité internationale » et « Quartier ouvrier ». Il présentera notamment un atelier sur la précarisation internationale du travail.

Dans un souci de convergence, plusieurs des activités auxquelles le CISO et les autres organisations participant au comité, notamment l'Entraide missionnaire, le RQIC, le CDHAL, ont été rattachées à ce thème, contribuant à la éducation du public et à la réflexion préparatoire au FSM.

TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS MIGRANTS, PAS DES MARCHANDISES!

Nous avons maintenu cette année une participation active au sein du Comité sur le travail migrant du Front de défense des non-syndiqué.e.s (FDNS).



Le 7 octobre, à l'occasion de la Journée internationale pour le travail décent, le CISO a participé à l'organisation d'une journée de réflexion sur le salaire minimum à 15\$ avec ce Comité.

Le 17 décembre, afin de souligner la journée internationale des migrants (du 18 décembre), le CISO a contribué à l'organisation et à l'animation d'une journée de réflexion sur les droits des travailleuses et travailleurs migrants au Canada et leur mise en oeuvre. On y a

discuté de l'évolution de l'enjeu des permis de travail accordés aux travailleurs étrangers temporaires (PTET) et de la situation actuelle des aides familiales. Une caricature créée bénévolement par Jacques Goldstyn a été déposée au bureau de circonscription de Monsieur Justin Trudeau. Son personnel a été informé des revendications du comité en faveur du respect des droits de ces travailleuses et travailleurs lors d'une rencontre de plaidoyer.

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (JQSI)

Le CISO, en tant que membre de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, participe chaque année à l'organisation des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI). Tout au cours de l'année, nous participons aux comités de coordination nationaux et montréalais.

Avec le thème « ToutEs ensemble », les JQSI 2015 se voulaient une suite à la Marche mondiale des femmes de l'automne 2015 et visaient à mettre en lumière le fait que c'est aux femmes elles-mêmes qu'il revient de déterminer leurs besoins, de proposer des solutions et de réaliser des actions afin d'arriver à un changement social profond.

Dans ce cadre, le 10 novembre 2015, nous avons organisé au café Gitane un atelier avec Marc-Arthur Fils-Aimé, directeur général de l'Institut culturel Karl-Lévesque (ICKL), partenaire de longue date du CISO en Haïti; ainsi qu'avec Andréanne Martel, coordonnatrice de l'Observatoire sur la coopération internationale du Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société (CIRDIS).

L'activité organisée par le CISO, « Bâtir l'économie solidaire en Haïti passe par les femmes », était un espace de réflexion sur le rôle des femmes dans l'économie solidaire et dans l'essor des initiatives communautaires en Haïti. La discussion sur les conditions des femmes et les défis auxquels elles font face a aussi permis de mieux saisir leur rôle comme pilier socioéconomique du pays, dans une perspective féministe. Une trentaine de personnes étaient présentes.



SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL 2016

En février 2016, dans le cadre de la Semaine de développement international 2016, pilotée par l'AQOCI, le CISO s'est joint au Comité droits humains en Amérique latine (CDHAL) et à plusieurs groupes partenaires pour organiser un panel sur les liens de solidarité entre la population québécoise et les réfugié.e.s chilien.ne.s sous la dictature, dans les années 70 et 80. Des interventions inspirantes et émouvantes ont été faites par : Clotilde Bertrand, qui a été coordonnatrice du CISO pendant une vingtaine d'années et Suzanne Chartrand, membre fondatrice du comité Québec-Chili. Elles ont expliqué comment à l'époque, le Comité et le CISO avaient appuyé les luttes des Chiliennes et Chiliens par des missions d'observation, par des activités d'engagement du public et par des démarches concrètes d'accueil et d'appui juridique. Les personnes présentes ont aussi eu la chance d'entendre José del Pozo, Professeur associé du Département d'Histoire de l'UQAM, Carmen Gloria Quintana, Attachée scientifique à l'Ambassade du Chili au Canada, Mouloud Idir, Coordonnateur Vivre ensemble, Centre justice et foi et Membre du Centre d'études sur le droit international et de la mondialisation de l'UQAM. Près de 170 personnes ont participé à l'événement. Ce retour historique sur les luttes solidaires passées s'est avéré mobilisateur et unificateur pour le public.

Il est possible de visionner la vidéo de l'événement en ligne: <https://www.youtube.com/watch?v=7hmo15RahgU>

PLAIDOYER

Le CISO a coordonné la publication d'une lettre commune des grandes organisations syndicales québécoises (CSD, CSN, CSQ, FIQ, FTQ, SFPQ) pour la **Journée mondiale pour le travail décent, le 7 octobre 2016**, demandant aux candidates et candidats de s'engager dans le cadre des élections fédérales à adopter les mesures efficaces pour assurer le respect des normes internationales du travail auxquelles le Canada est assujéti, incluant la lutte contre l'évasion fiscale, des mesures contraignantes en faveur du respect de la RSE, et pour le respect de l'agenda pour le travail décent de l'OIT. La lettre a été publiée dans le *Huffington Post Québec* et dans *Le Soleil* de Québec.

Cette année, le CISO a été invité par Affaires mondiales Canada à participer aux consultations sur le **traité de libre-échange entre le Canada et la Colombie** et a piloté la concertation d'une dizaine de groupes intéressés. Nous avons de plus participé à la consultation du Comité permanent du Commerce international de la Chambre des communes sur le **Partenariat transpacifique**, accord qui lierait 12 pays.

AUTRES ACTIVITÉS ÉDUCATIVES

La venue de militant.e.s de divers pays donne lieu, lorsque possible, à des activités de sensibilisation. Ces activités permettent de resserrer des liens de solidarité et d'appuyer des luttes spécifiques. Elles permettent également d'aborder des questions d'actualité.

INVITÉ.E.S INTERNATIONAUX

Le CISO a pu cette année encore profiter de la venue de militants engagés pour organiser des activités d'éducation du public.

- Guy Mpembele de la République démocratique du Congo a donné une entrevue qui a permis de réaliser une vidéo sur la précarisation du travail en RDC.
- À l'invitation d'Affaires mondiales Canada, M. José David González, coordonnateur du Comité des Droits Humains de la Guajira au Venezuela, a été rencontré par des membres du conseil d'administration afin de présenter ses perspectives sur la défense des droits des peuples autochtones.
- Samia Botmeh, professeure palestinienne de l'Institute of Women Studies, de l'Université Birzeit a participé à la formation des stagiaires.
- Badia Dwaik, défenseur des droits humains de Hébron en Palestine, a pu, suite aux démarches du CISO, faire une présentation au comité international de la CSN et rencontrer des groupes solidaires du peuple palestinien.
- Suite au stage en Palestine, le CISO a organisé une soirée publique de partage et de concertation où les stagiaires ont témoigné de leurs observations et où Norma Rantisi, professeure à l'université Concordia a présenté sur l'histoire et la géographie de l'occupation. Des représentant.e.s syndicaux, et des groupes solidaires de la cause palestinienne étaient présents. Une trentaine de personnes y ont participé.
- Le CISO a appuyé la venue de M. Alfredo Molano, invité par le Projet accompagnement Québec-Colombie, journaliste et auteur colombien, qui a présenté une perspective critique sur le processus de paix.



ALLIANCES

Le CISO agit en alliance avec des partenaires qui partagent les mêmes objectifs de défense des droits des travailleuses et des travailleurs d'ici et du Sud mondialisé, et qui luttent pour la justice et la démocratie. La participation à ces organisations sera maintenue :

ASSOCIATION QUEBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (AQOCI)

Le CISO est demeuré un membre actif de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

CONCERTATION POUR HAÏTI (CPH)

La CPH coordonne des initiatives de solidarité avec Haïti dans un large réseau en vue de soutenir le mouvement démocratique dans ce pays.

Le CISO a maintenu sa participation à la Concertation pour Haïti (CPH). La coordonnatrice et Marie Marsolais, membre individuelle et militante du CISO, y étaient déléguées.

À l'occasion de la Journée internationale des droits humains, le 10 décembre, la CPH a lancé un appel au gouvernement canadien pour lui exprimer sa vive préoccupation concernant la situation des Dominicains d'origine haïtienne dans une lettre ouverte transmise aux médias. La coordonnatrice a participé à la rédaction collective de la lettre qui a été publiée le 10 décembre dans le journal *Métro*. Une seconde lettre a été rédigée sur le processus électoral en Haïti.

Le 7 janvier, la CPH a lancé son rapport sur l'exploitation minière en Haïti, « *L'industrie minière en Haïti, enjeux et réalités* » lors d'une conférence de presse. Elle travaillait cette recherche depuis plusieurs mois, avec l'aide de Gerardo Duclos et l'appui financier de plusieurs groupes, notamment syndicaux. Une trentaine de personnes étaient présentes et un article est paru dans *Le Devoir*.

Au printemps 2016, la CPH a coordonné la visite de Nixon Boumba, coordonnateur du Collectif Justice-mines en Haïti. Il a pu faire une grande conférence le 20 avril où une centaine de personnes étaient présentes, et une tournée de plaidoyer visant à faire connaître les réalités des populations affectées et les mobilisations existantes.

FONDATION LEO-CORMIER POUR L'ÉDUCATION AUX DROITS

La coordonnatrice a siégé au conseil d'administration de la Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits.

Cette fondation appuie régulièrement des activités d'éducation aux droits réalisées par le CISO.

COMMUNICATIONS

L'information et la communication par le biais des médias sociaux ont pris une plus grande ampleur ces dernières années, notamment grâce à la collaboration assidue de plusieurs bénévoles et des stagiaires. Le CISO a aussi réussi à maintenir une bonne présence médiatique, en particulier sur le stage en Palestine.

Facebook

Cette année, la page facebook du CISO a atteint le nombre record de 1950 abonné.e.s.

Site internet

Les nouvelles du CISO, les actualités, les actions urgentes, l'agenda et les nouvelles en direct d'Haïti sont les rubriques du site internet qui sont régulièrement mise à jour, en plus de la section solidarité avec la Palestine.

Bulletin électronique

Il y a maintenant 1290 personnes abonné.e.s au bulletin électronique mensuel.

Twitter

Les abonné.e.s au compte twitter du CISO ont pratiquement triplé au cours de la dernière année! Il y a maintenant 1265 abonné.e.s.

PRÉSENCE DANS LES MÉDIAS

Cette année, le CISO a bénéficié d'un grand rayonnement dans les médias québécois, mais aussi internationaux. En plus d'une quinzaine d'articles portant sur le stage en Palestine, mentionnons les publications suivantes :

- *Journée mondiale du travail décent : dénonçons la cupidité des entreprises !*, Huffington Post Québec et Le Soleil, 7 octobre 2015 ;
- *La solidarité, un main à main qui se conjugue au féminin*, Le Devoir, 7 novembre 2015 ;
- *Appel aux candidats pour les élections présidentielles et législatives couplées du 29 novembre 2015*, Burkina 24, 2 décembre 2015 ;
- *La coopération internationale et l'austérité*, Huffington Post Québec, 5 décembre 2015 ;
- *Le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) met au point une plateforme de formation syndicale*, Africa e-future, 02 février 2016 ;
- *Panel highlights solidarity between Quebec and Chilean social movements*, McGill Daily, 22 février 2016 ;
- *« Ennemie de l'État », amie des ouvriers : Kalpona Akter consacre sa vie à la défense des travailleurs du Bangladesh*, Le Devoir, 11 avril 2016 ;

- *Lents progrès pour les ouvriers du textile*, La Presse, 23 avril 2016 ;
- *Trois ans après le drame du Rana Plaza, les ouvriers toujours en danger au Bangladesh*, Média-terrannée, 25 avril 2016 ;
- *En solidarité avec les travailleuses du textile qui risquent leur vie*, Huffington Post Québec, 05 mai 2016 ; partagé sur Presse toi à gauche ;
- *Rassemblement mondial devant les commerces D'H&M*, L'aut'journal, 09 mai 2016 ;
- *L'impatience grandit chez les producteurs de lait*, Le Devoir, 11 mai 2016.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le CISO est un lieu de convergence de l'action syndicale en matière de solidarité internationale.

ORANGERS, LEVE KANPE! RENFORCEMENT DES ACTEURS LOCAUX ET REVITALISATION D'ORANGERS

Les objectifs de ce projet mené avec notre partenaire haïtien, l'Institut culturel Karl-Lévêque (ICKL) :

Améliorer les conditions de vie des paysannes et des paysans Orangers (commune de Léogâne), une localité très isolée et défavorisée d'Haïti, et dynamiser leur organisation autonome, le Mouvement pour le développement d'Orangers-Léogâne (MPDOL).

Plus particulièrement :

- Contribuer à renforcer la sécurité alimentaire à Orangers par la mise en valeur et la transformation du manioc et par l'appui à des initiatives d'économie sociale et solidaire pour l'amélioration et la diversification de la production agroalimentaire.
- Renforcer les capacités organisationnelles du MPDOL et accroître sa représentativité, notamment en ce qui concerne la participation des femmes.



En cours de projet, l'ICKL a réorienté le projet afin d'appuyer un réseau d'organisations paysannes plutôt qu'uniquement le MPDOL, afin de favoriser la collaboration et la mise en commun des ressources, un mode de gestion plus durable pour la communauté. Le mouvement jeunes pour l'avancement d'Orangers -Léogâne, l'organisation paysanne pour le développement de la section d'Orangers-Léogâne, l'organisation militante de Léogâne contre la pauvreté ont été impliquées.

Une mission de suivi et d'évaluation a été menée en mai 2016. Elle a permis d'observer les résultats du projet dans la communauté d'Orangers et la concertation entre les groupes paysans. Une rencontre a été organisée avec les responsables des organisations paysannes, des femmes membres de l'organisation et des membres d'autres organisations paysannes locales qui ont participé aux activités à cette fin. La déléguée du CISO a également rencontré des formateurs et administrateurs du Groupe d'appui au développement rural, responsable du volet agroécologique du projet.

Le projet a permis : avec la cassaverie, de fournir une source alimentaire plus accessible et de revaloriser une culture traditionnelle haïtienne; avec les formations en agroécologie, de protéger les sols et de donner des savoir-faire aux paysan.ne.s afin qu'elles et'ils deviennent plus résilients aux changements climatiques à l'avenir; et avec les initiatives d'économie solidaire, de fournir un revenu d'appoint aux familles les plus pauvres. La structure de gestion du projet incite les 4 organisations paysannes impliquées à collaborer régulièrement et de manière durable pour gérer la cassaverie, les initiatives d'économie solidaire, et l'adoption de pratiques agro-écologiques dans la communauté.

Dans le cadre de la mission, des rencontres ont eu lieu avec des partenaires de la société civile : la Confédération nationale des éducateurs et éducatrices d'Haïti, Antén Ouvrière, et un collaborateur important de la plateforme café (PAPDA). Ce fut aussi l'occasion d'observer l'évolution des projets passés du CISO en Haïti, notamment à Marigot et à Petit-Goâve.

Le CISO tient à remercier les membres qui ont contribué à faire de ce projet un succès par leur appui solidaire additionnel à Haïti.

APPUI À L'ORGANISATION DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE AU BURKINA FASO

Afin d'améliorer la situation des travailleuses et des travailleurs de l'économie informelle au Burkina Faso, nous appuyons l'action de plusieurs partenaires syndicaux et de la société civile.

Les organisations membres du CISO ont été interpellées afin de contribuer à la réalisation de ce

projet. Il a été convenu que 40 000\$ par année y serait accordé entre 2013 et 2015.

Nous avons signé en 2013 un protocole de collaboration qui nous lie à nos partenaires burkinabés : l'Association Marche mondiale des femmes/Action nationale du Burkina Faso (MMF/ANBF), la Confédération générale du Travail du Burkina (CGT-B), la Confédération nationale des travailleurs du Burkina (CNTB), la Confédération syndicale burkinabée (CSB), Force ouvrière/Union nationale des syndicats libres (FO/UNSL), l'Organisation nationale des syndicats libres (ONSL), le Syndicat national des enseignants africains du Burkina (SNEA-B), le Syndicat national des enseignants du secondaire et du supérieur (SNESS) et l'Union syndicale des travailleurs du Burkina (USTB).



Plus spécifiquement, les objectifs de ce projet sont de :

- Consolider la concertation des organisations syndicales et de la MMF en regard de la défense des droits des travailleuses et des travailleurs de l'économie informelle.
- Renforcer les capacités syndicales et associatives des partenaires pour la prise en compte la situation des travailleuses et des travailleurs de l'économie informelle.
- Améliorer la situation des travailleuses et des travailleurs du secteur de l'économie informelle, particulièrement celle des femmes et des jeunes, par la mise en œuvre d'initiatives les ciblant spécifiquement et directement, par exemple : des sessions de formation sur les droits fondamentaux du travail, les droits des femmes et des enfants, le Code du travail burkinabé, le fonctionnement des organisations syndicales et sociales; actions de plaidoyer, etc.
- Renforcer les capacités du réseau de formatrices et de formateurs au sein des organisations partenaires.

Une mission d'évaluation au Burkina Faso a réuni la présidente du CISO ainsi que sa coordonnatrice en mars 2016. Elle a permis de confirmer le grand intérêt des organisations syndicales et de la MMF de poursuivre ce travail mutuellement bénéfique pour la défense des droits des travailleuses et travailleurs de l'économie informelle.

Un nouveau projet a été présenté au ministère des Relations internationales et de la Francophonie en avril, qui adopte une approche intégrée visant une meilleure prise en compte de l'économie informelle par les syndicats et le gouvernement, notamment à travers : la création de 2 centres de référence à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso, des formations sur les droits syndicaux, des initiatives d'appui à l'économie solidaire et un plaidoyer participatif au niveau organisationnel et gouvernemental. La réponse sur le financement de ce projet est attendue en juillet 2016.

CQCAM

La Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM) est une table de concertation coordonnée par le Centre international de solidarité ouvrière (CISO).

CONFÉRENCE DE KALPONA AKTER : COMMENT RÉSISTER AU POUVOIR DÉ- MESURÉ DES ENTREPRISES



Le 6 avril dernier, commémorant le 3^e anniversaire de l'effondrement du Rana Plaza, le CISO a organisé une

conférence avec Kalpona Akter, directrice exécutive du *Bangladesh Center for Worker Solidarity (BCWS)*, de passage à Montréal grâce à l'appui des Métallos. Défenseuse des droits des travailleuses de l'industrie du textile au Bangladesh, Kalpona est venue parler de l'évolution des pratiques en matière de sécurité dans les usines de textile. Son message est clair : les grandes corporations doivent prendre leurs responsabilités face aux conditions de travail précaires des travailleuses du textile qui confectionnent leurs marchandises.

Cette conférence a aussi permis de dénoncer les actions de grandes entreprises qui s'approvisionnent en cobalt au Congo et de faire état de la façon dont les femmes sont affectées par la précarisation du travail avec Richard Séguin d'Amnistie internationale et Marie Boti de Fem-



mes de diverses origines. L'envoi d'un communiqué de presse et deux entrevues ont résulté en la publication de deux articles, dans le journal *le Devoir* du 11 avril et dans la *Presse Affaires* du samedi 23 avril. Au total, près de 120 personnes étaient présentes au cours de 2 événements distincts.

CAMPAGNE : PROMESSES BRISEES, H&M DOIT PRENDRE SES RESPONSABILITES

Suite à l'appel de Kalpona Akter, le CISO s'est joint à la campagne mondiale pour que la chaîne de boutiques H&M respecte les mesures de l'accord signé par ses dirigeant.e.s, un engagement à s'assurer que leurs sous-traitants respectent les normes de sécurité incendie et rendent leurs bâtiments plus sûrs. Des rassemblements ont eu lieu devant des H&M dans 11 pays et 45 villes et un appel à signer une pétition a été lancé. En geste de solidarité envers les travailleuses du textile, le CISO a convié ses militant.e.s à se rassembler devant un magasin H&M du centre-ville de Montréal pour dénoncer le retard d'H&M dans la mise en œuvre de mesures qui assureraient aux travailleuses du textile un lieu de travail plus sûr. Afin de sensibiliser la population à ces enjeux, 500 fiches informatives ont été distribuées et des messages percutants ont été scandés. Des représentant.e.s de l'AQOCI, de FEM international, de l'Entraide missionnaire, du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) et du syndicat des Métallos de la FTQ ont répondu à l'appel. Suite à cet événement du 3 mai, une entrevue donnée par Amélie Nguyen a été publiée par l'Aut'journal. Le CISO a aussi rédigé une lettre d'opinion adressée aux dirigeant.e.s d'H&M qui a été remise en main propre à la gérante du H&M du centre-ville et publiée dans le *Huffington Post Québec*.

INFRASTRUCTURE

CONSOLIDER LE FINANCEMENT

CONTRIBUTION DES MEMBRES

En 2015-2016, grâce aux représentations dans les instances des membres, nous avons augmenté le niveau de contribution des membres du groupe B, passant de 8800\$ au total à 9380\$. Le niveau de cotisation global a par ailleurs diminué dû notamment au passage du SFPQ du groupe A au groupe B pour des raisons financières. Nous avons ainsi atteint un montant de 95 760\$ de cotisations pour 2015-2016, contre des prévisions d'un peu plus de 100 000\$.

FINANCEMENT DU MRIF

Des demandes de financement ont été rédigées et présentées à différents bailleurs de fonds :

- Une demande a été présentée au Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale (FEEPSI) pour l'année 2015-2016. Une subvention de 10 000 \$ nous a été accordée.
- Un projet a été présenté au ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) dans le cadre de l'appel à propositions Québec sans frontières 2015-2016 pour le volet stage OCI. Les réponses sont attendues à la fin de juin ou au début de juillet 2016.
- Par ailleurs, nous bénéficierons d'une subvention de 30 000 \$ dans le cadre du financement triennal du Programme d'appui à la mission éducative (PAME).

FONDS ÉTUDIANT DU FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ

- Le CISO a bénéficié cette année d'un financement du Fonds de solidarité FTQ qui a permis d'embaucher une étudiante pour appuyer les activités d'éducation du CISO et en particulier les activités prévues dans le cadre du FSM 2016.

ÉQUIPE DU CISO

Amélie Nguyen a été coordonnatrice du CISO à partir de juin 2015 et tout au long de 2015-2016 par la suite.

Durant 18 semaines, le CISO a pu compter sur l'apport d'Ivan Arturo Escobar Moreno, à titre de stagiaire dans le cadre du programme Québec sans frontières du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec. Son mandat a dû prendre fin pour des raisons personnelles, mais a été complété par Sara Germain. Tous deux agent.e.s d'éducation, elle et il ont contribué à la réalisation de plusieurs actions du volet Éducation.

Jeannette Thiffault, consultante en gestion financière, a effectué la comptabilité et les suivis budgétaires mensuellement.

Une quarantaine de personnes ont contribué bénévolement à la réalisation du plan d'action du CISO. Le conseil d'administration tient à souligner l'apport constant de Nicole de Sève au volet Éducation et de Marie E. Paradis, qui appuie la réalisation des activités du volet Solidarité et Coopération internationales.

COMITÉ ÉDUCATION

Les personnes suivantes étaient membres du comité Éducation, en 2015-2016 :

- Amélie Nguyen, CISO
- Ivan-Arturo Escobar-Moreno, CISO
- Sara Germain, CISO
- Priscilla Bittar, CCMM-CSN
- Pierre Gauthier, CSN (jusqu'à mars 2016)
- Luc Brunet, AREQ-CSQ
- Karine Crépeau, FIQ
- Nicole De Sève, membre individuelle
- Guillaume Desmarais, APTS
- Denise Gagnon, FTQ
- Marie-Josée Rousse, CSQ

Ce comité s'est réuni à quatre reprises.

COMITÉ COOPÉRATION

Les personnes suivantes étaient membres du comité Coopération en 2015-2016 :

- Amélie Nguyen, CISO
- Denise Gagnon, FTQ
- Nathalie Guay, CSN
- Luc Allaire, CSQ
- Karine Crépeau FIQ



565, boulevard Crémazie Est, bureau 3500
Montréal (Québec). H2M 2V6
Téléphone : 514 383-2266

Courriel : ciso@ciso.qc.ca Site web : www.ciso.qc.ca